

Questions orales

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion hier matin de m'entretenir avec le ministre turc des Affaires étrangères. Il était en route pour les régions frontalières. Je lui reparlerai demain. Nous sommes très conscients des problèmes que les Turcs craignent d'avoir à résoudre si leur pays devient un lieu de refuge, même temporairement.

Nous croyons, et nous l'avons bien précisé, que la meilleure contribution que la communauté internationale, y compris le Canada, puisse fournir serait de venir en aide aux gens qui sont en Irak ou dans des camps provisoires érigés à la frontière, tant en Turquie qu'en Irak. C'est manifestement une terrible tragédie à laquelle le monde entier doit réagir le plus efficacement possible. Nous croyons que l'aide la plus efficace passera par les organismes internationaux.

Comme on l'a déjà signalé à la Chambre, l'un des problèmes qui se posent dans ce cas-ci est tout simplement d'ordre topographique. Les livraisons directes de nourriture, par exemple, y sont beaucoup plus problématiques qu'elles pourraient l'être dans d'autres parties du monde.

Nous examinons toutes les options qui permettraient au Canada de continuer à jouer un rôle positif. Je le répète, le Canada a été l'un des premiers pays à fournir une aide humanitaire en août. Cette aide a été accrue depuis. Nous sommes disposés à l'accroître encore en fonction des besoins. Nous préférierions le faire dans le cadre des organismes internationaux.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, le gouvernement a énormément comprimé le budget de la Société Radio-Canada et pour comble, il récompense maintenant John Crispo, un des petits copains du régime et un de ses alliés du libre-échange, en le nommant au conseil d'administration de la SRC. Quel culot!

Le vice-premier ministre croit-il, comme l'a déclaré John Crispo, que la SRC est un vulgaire réseau gauchisant qui réunit l'aile gauche libérale et néo-démocrate? Le cas échéant, je comprends que l'intéressé ait été nommé à ce poste. Sinon, sa nomination sera-t-elle immédiatement annulée?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, M. Crispo est en faveur de l'institution que représente la SRC.

Des voix: Oh, oh!

M. Weiner: Tous ne s'entendent pas sur la façon dont la SRC devrait être administrée, mais au départ, nous la voyons tous d'un bon oeil. À mon avis, c'est ce qui est important.

M. Crispo est un éminent économiste. Quant à la SRC, elle représente tous les Canadiens et devrait donc être représentative de la grande diversité d'opinions qui existe dans notre pays.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, le caractère partisan de cette nomination est flagrant. Vous n'êtes certainement pas un défenseur de la SRC. Vous voulez sa perte.

M. le Président: La députée voudra sans doute adresser sa question à la Présidence. Je lui saurais gré de le faire.

Mme Finestone: Par un vote de confiance unanime, le conseil d'administration de la SRC a déclaré qu'il croyait à l'intégrité des services de nouvelles et d'affaires publiques de la société, tandis que le nouveau membre du conseil d'administration, M. John Crispo, prétend que ces services gauchisants ne sont pas objectifs et qu'ils déshonorent la profession journalistique.

La nomination de M. Crispo est-elle, pour le premier ministre, une façon de censurer les actualités de la SRC ou constitue-t-elle simplement un autre moyen déloyal que le gouvernement utilise pour afficher son mépris à l'endroit de la SRC?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, je ne suis pas certain qu'une question ait été posée. Quoi qu'il en soit, la SRC a un important budget à administrer, ses recettes globales représentant environ 1,4 milliard de dollars. Il existe aussi d'autres moyens de financement.

Personnellement, je commence ma journée en écoutant Radio-Canada et je suis un fervent défenseur de cette institution. Je ne pense pas que la députée veuille s'ingérer dans l'administration d'une société d'État qui devrait être tout à fait indépendante du gouvernement.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. La semaine dernière, le premier ministre a engagé le professeur John Crispo, de l'Université de Toronto, en tant que tueur à gages chargé de poursuivre